



La Lettre Économique

N°16 – Avril 2020

© DG Trésor

SOMMAIRE

LES BRÈVES EN BREF

CUBA (p.9)

L'exportation de services médicaux : la principale rentrée de devises de Cuba en péril ?

MEXIQUE (p.11)

Dépréciation de 37 % du Peso mexicain en raison du COVID-19 : Éléments d'explication et d'analyse

PANAMA (p.14)

Le nouveau modèle d'adjudication des grands contrats publics d'infrastructures

REPUBLIQUE DOMINICAINE (p.16)

La forte progression des importations françaises depuis la République dominicaine creuse le déficit commercial

FOCUS STATISTIQUE

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

LES BRÈVES EN BREF

COVID-19

- ❖ **Le Mexique a déclaré l'entrée dans la phase 2 de la propagation de COVID-19 le 24 mars.**
- ❖ **Le gouvernement mexicain a déclaré l'état d'urgence sanitaire à compter du 30 mars et pour une durée d'un mois en raison de l'épidémie de COVID-19.** La mesure, prise par le Conseil général de la santé, ordonne aux ministères des finances, de l'économie et du travail, ainsi qu'aux instituts de sécurités sociale (IMSS ; ISSSTE) et à l'Infonavit (bailleur public pour l'achat immobilier) de prendre les mesures nécessaires pour protéger les entreprises et les travailleurs. **En conséquence, le**

confinement à domicile et la suspension immédiate des activités non-essentiels des secteurs public, privé et social sont prolongés jusqu'au 30 avril.

- ❖ **Diverses organisations ont abaissé leurs pronostics de croissance pour le Mexique, et estiment que le pays va entrer en récession.** . JP Morgan a abaissé son pronostic pour la 3^{ème} fois en mars, passant d'une estimation de croissance de -8 % à -7,0 %. Le pronostic de Citibanamex est passé de -2,6 % à -5,1 % (2^{ème} abaissement de mars). Enfin, Goldman Sachs a abaissé son estimation de croissance à -1,6% à -4,3%. Dans leurs analyses, certaines institutions soulignent que l'absence de réponses et de mesures concrètes de la part du gouvernement mexicain face aux impacts économiques de la pandémie augmente la vulnérabilité du pays.
- ❖ **Le Peso Mexicain (MXN) s'est très fortement déprécié depuis le début de la crise du COVID-19.** La devise s'est dépréciée de 22,7% sur le mois de mars. Il s'agit de la plus forte perte de valeur de devise des grands pays émergents. Par ailleurs, au pire de la dépréciation - le 23 mars dernier - et en comparaison à son meilleur niveau depuis le début de l'année 2020 – le 17 février – le Peso mexicain avait perdu 36,7 % de sa valeur.
- ❖ **La Banque centrale mexicaine (Banxico) a abaissé son taux directeur de 50 points de base le 20 mars dernier à 6,50 %**, avançant ainsi sa décision de politique monétaire de 6 jours. Cette décision a été prise en raison de la forte volatilité observée sur les marchés financiers ces dernières semaines, résultant de l'incertitude quant à l'impact du Coronavirus sur l'activité économique mondiale et de la récente chute des prix du pétrole.
- ❖ **Plusieurs mesures de soutien, non encore précisées, ont été annoncées par les autorités mexicaines pour contrer l'impact économique et social de l'épidémie :**
 - Le Président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO) a annoncé qu'un million de prêts seront accordés aux petites entreprises à des taux bas ou nuls pour faire face à la récession économique qui s'annonce suite à la propagation du COVID-19.
 - Le ministère des Finances allouera un budget supplémentaire de 4 Mds MXN (environ 180 M USD) et 500 M MXN (environ 20 M USD) respectivement aux Ministères de la Défense Nationale et de la Marine pour mettre en oeuvre les plans Marine et DN-III contre la pandémie COVID-19.
 - Le Parlement a approuvé la création d'un fonds d'urgence sanitaire pouvant atteindre 7,2 Mds USD (180 Mds MXN), qui devrait être financé via l'excédent primaire de 0,7 % du PIB.

Économie

- ❖ **Le Ministère des Finances a également abaissé ses prévisions de croissance pour 2020 : il prévoit désormais une croissance comprise entre -0,9 % et -3,9 %** (soit une médiane à -1,9 %). Il prévoit également un taux de change à 22 USD/MXN en fin d'année (appréciation par rapport au niveau actuel, cf. *infra*), une inflation à 3,5 % g.a. et un baril de pétrole à 24 USD/baril. Le Ministère prévoit par ailleurs 2,5 % de croissance en 2021. Ces prévisions sont réalisées par le Ministère des Finances dans le cadre d'un exercice budgétaire obligatoire de préparation du budget pour 2021. Le Président Andrés Manuel López Obrador (AMLO) a par ailleurs critiqué cette prévision, estimant que le pays devrait selon lui croître « d'au moins de 2 % » en 2020.
- ❖ **En mars, le prix du pétrole a chuté de 74 %, et la baisse cumulée pour l'année atteint 82 %.** En particulier, le prix du baril mexicain (« *mezcla mexicana* ») a chuté de 20,3 % le 30 mars, à 10,37 USD le baril, son niveau le plus bas depuis que les données ont commencé à être enregistrées en 2000.
- ❖ **L'agence française de développement (AFD) a signé vendredi 20 mars la convention d'un prêt de politiques publiques « finances vertes et solidaire » d'un montant de 250 M EUR avec le**

ministère des finances mexicain. Ce prêt a pour objet de promouvoir le développement des actions de finances vertes au Mexique.

- ❖ **La Banque centrale mexicaine (Banxico) réalisera une première opération de swap (ou échange) de Dollars étatsuniens contre des Pesos mexicains** à compter du 6 avril prochain. Ce swap permis par l'accord entre Banxico et la *Federal Reserve Bank* (Fed) étatsunienne du 20 mars dernier¹ – permettra aux banques mexicaines d'avoir accès à 5 Mds USD à compter du 1^{er} avril prochain. La mesure permet de donner les liquidités suffisantes aux acteurs financiers mexicains et de limiter la pression sur le cours du Peso.
- ❖ **La baisse de la dépense publique et de l'investissement (-0,2 pdp et -1 pdp respectivement) ont contribué au recul de -0,1% de l'activité économique au Mexique en 2019**, selon l'INEGI. La décomposition de l'impact négatif de l'investissement sur la croissance se décompose en -0,7 pdp de baisse de l'investissement privé, et de -0,3 pdp de baisse de l'investissement public. La consommation (+0,3 pdp) et le commerce international (+0,4 pdp pour les exportations et pour les importations) ont contribué positivement.
- ❖ **L'investissement en capital brut enregistre sa plus grande diminution annuelle en 2019 soit 3,5% selon l'INEGI.** Ce recul est dû en partie aux dispositions fiscales sur les investissements, aux taux d'intérêt réels élevés, aux conditions exigeantes de financement interne et également aux perspectives économiques médiocres sur l'année 2019.
- ❖ **La justice administrative mexicaine a levé la suspension temporaire des modifications de la norme sur l'étiquetage alimentaire des produits transformés et des boissons non-alcoolisées pré-emballées.** La Confédération Nationale des Chambres d'Industries (CONCAMIN) et le Conseil de Coordination des Entreprises (CCE) ont fait savoir suite à cette décision, qu'ils useront de tous les recours légaux à leur disposition pour bloquer les modifications d'étiquetage prévues par la norme.

Finances publiques

- ❖ **México Evalúa, un think tank mexicain, met en avant la faiblesse de l'investissement public dans le secteur de la santé au Mexique. Les autorités mexicaines ont dépensé 2,4 % du PIB dans le secteur de la santé en 2018.** Le Mexique est ainsi dernier de l'OCDE (6,3 % en moyenne en 2017), et en retard par rapport à d'autres pays d'Amérique latine comparables (4,9 %, 4,4 % et 3,9 % pour le Chili, la Colombie et le Brésil respectivement). Le Mexique dépense ainsi 5,4 fois moins par habitant que la moyenne des pays de l'OCDE.
- ❖ **Standard & Poor's a abaissé la notation créditrice du Mexique (26 mars) et de l'entreprise publique PEMEX (27 mars), à BBB en devise et à BBB+ en MXN en raison des perspectives de croissance du pays en 2020, avec des perspectives négatives.** L'agence de notation met en avant l'impact économique des mesures contre l'épidémie de COVID-19 - tant au Mexique qu'aux États-Unis - ainsi que la chute des prix du pétrole dont les finances publiques mexicaines dépendent encore malgré une certaine dé pétrolisation au cours de la décennie passée suite à une réforme fiscale d'envergure. S&P's indique que ces chocs affectent une tendance de croissance déjà fragile pour la période 2020-23 justifiant l'abaissement de la notation. Par ailleurs, l'impact de la baisse des prix du pétrole sur PEMEX, entreprise publique de production d'hydrocarbure, fortement endettée à hauteur de 106 Mds USD - pèsera sur les finances publiques mexicaines. S&P's prévoit une chute PIB mexicain de -2 % à -2,5% pour 2020, et un retour de la croissance dès 2021 autours de 2 %.
- ❖ **Le Gouvernement mexicain a révisé son objectif d'atteindre un excédent primaire et de ne pas s'endetter, dans le cadre de la crise de COVID-19.** Ainsi, alors qu'il prévoyait +0,7 % d'excédent primaire pour 2020 dans le budget, le Ministère des Finances prévoit que la cible ne sera pas atteinte, et que les comptes publics enregistreront un déficit primaire de -0,4 %. Les économistes ont mis en

avant que le déficit primaire final pourrait être supérieur à la nouvelle cible du Ministère des Finances. **Ce déficit intègre par ailleurs l'apport de 11,8 Mds USD (289 Mds MXN) du fonds de stabilisation des recettes budgétaires**, qui sera dès lors réduit à 1,2 Md USD (30 Mds MXN).

Entreprises et grands contrats

- ❖ **Le ministère de la défense (Sedena) a créé une entreprise publique pour exploiter le nouvel aéroport de Santa Lucía.** Elle sera chargée de l'administration, de l'exploitation et du fonctionnement de cet aéroport. R. Vallejo, brigadier général et responsable des travaux de l'aéroport, a informé que la préparation opérationnelle de ce projet sera avancée pour cette année.
- ❖ **Malgré le contexte international actuel, le directeur de PEMEX a annoncé que la compagnie pétrolière nationale prévoit de forer 423 puits cette année, soit presque deux fois plus qu'en 2019.** La société poursuit sa stratégie d'augmentation de la production de pétrole, malgré le fait que les prix internationaux du pétrole ont subi des baisses importantes et que le mélange mexicain est déjà coté à moins de 20 dollars le baril.
- ❖ **PEMEX a enregistré sa production la plus faible depuis que la donnée est calculée (janvier 1993).** Le mois dernier, les six raffineries appartenant à l'entreprise pétrolière nationale ont raffiné 580 000 barils de produits pétroliers par jour (-19% g.a ; -15,7% g.m.). Le chiffre de février est loin de l'objectif de l'administration actuelle, qui voulait raffiner jusqu'à un million de barils fin 2019. Pour mémoire, PEMEX est dans une situation financière critique, et est l'entreprise pétrolière la plus endettée du monde, avec une dette de 106 Mds USD.
- ❖ **Les grandes organisations du secteur privé mexicain ont fortement critiqué la décision d'abandonner le projet d'investissement de près d'1 Md USD de CONSTELLATION BRANDS à Mexicali (Nord, frontière avec les USA).** La décision fait suite au résultat d'une "consultation citoyenne" rassemblant moins de 5% des électeurs de la municipalité. 76 % des votants se sont orientés vers une annulation du projet. L'usine était construite à 60%, et 900 M USD avaient été investis, pour un investissement final estimé à 1,6 Md USD. La controverse quant au projet était issue de l'impact de ce dernier sur les ressources en eau de la municipalité. L'annulation pourrait déclencher un conflit dans le cadre de l'ALENA et/ou du T-MEC, au titre des chapitres protégeant les investisseurs internationaux.

- ❖ **Une dizaine d'anciens présidents ibéro-américains dont José María Aznar (Espagne), Andrés Pastrana (Colombie), Felipe Calderón (Mexique), José Figueres, Laura Chinchilla (Costa Rica) et Mauricio Macri (Argentine) se sont réunis dans le cadre de la 5ème Rencontre Citoyenne organisée par la Fondation Libertad y Desarrollo afin de débattre sur la création d'une union économique à l'échelle centraméricaine.**
- ❖ **Un plan de mitigation du coronavirus (COVID-19) a été signé par les pays membres du SICA (Belize, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République Dominicaine), à l'exception du Salvador.** Ce plan vise à organiser une coordination des plans de prévention, d'endiguement et de traitement du virus, ainsi qu'à organiser les demandes des différents ministères des finances de ces pays auprès des organismes financiers internationaux afin de garantir la disponibilité des ressources financières.
- ❖ **La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) a approuvé un programme de soutien et de préparation aux situations d'urgence pour un montant de 1,96 Md USD afin d'atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19 dans la région.** Ces ressources seront utilisées pour financer des opérations de prévention, de détection et de traitement de COVID-19 et pour promouvoir des actions qui permettraient d'atténuer son impact économique dans la région. Le

programme a débuté par le don de plusieurs millions d'USD aux pays d'Amérique centrale et le versement de 2,1 M USD pour l'achat de médicaments et de matériel médical pour la détection précoce des coronavirus.

Costa Rica

- ❖ **La fermeture des frontières jusqu'au 12 avril prochain devrait significativement impacter l'économie costaricaine, dont le PIB dépend du tourisme à hauteur de 8%.**
- ❖ **La Banque centrale a réduit son taux directeur à un minimum historique de 1,25 % (-1pt%) comme mesure de mitigation de l'impact du COVID-19.** Le taux atteignait 5,25 % il y a un an.
- ❖ **La Banque Interaméricaine de Développement a approuvé un crédit de 230 M USD pour le plan de « décarbonation » du Costa Rica. Le pays bénéficie d'un financement parallèle de l'AFD de 150 M USD.** Ces prêts ont pour principal objectif l'appui pour la mise en place de réformes politiques principalement pour le renforcement de la gestion et du suivi de l'action climatique au Costa Rica.
- ❖ **L'OCDE a validé les politiques du Costa Rica pour la lutte contre la corruption (notamment transnationale) : 21 comités sur 22 nécessaires pour l'adhésion du Costa Rica à l'OCDE sont ainsi validés.** Le comité concernant l'analyse économique et développement (au sein de laquelle est alors évaluée la situation générale du pays) est le dernier à nécessiter une validation.

Guatemala

- ❖ **Après l'annonce d'un plan de réactivation économique d'1 Md USD (financé sur budget de l'État) face au coronavirus, le Président A. Giammattei envisage de solliciter du Congrès l'approbation d'un programme d'endettement complémentaire de 1,4 Md USD (11 Mds GTQ).** Ce dernier serait destiné à financer spécifiquement des actions de soutien aux populations défavorisées en graves difficultés suite à la crise. En prévision de recettes fiscales en chute, l'option d'achat de Bons du Trésor par la Banque centrale (financement monétaire) est examinée pour couvrir cette perspective de nouvelle dette interne.
- ❖ **La Banque centrale du Guatemala a de nouveau revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'année 2020 : elle devrait être comprise entre 0,5% et 1,5%,** soit entre 2 et 2,5 points de pourcentage de moins que les prévisions initiales.
- ❖ **L'Association Bancaire du Guatemala a annoncé des accords de report et d'attente pour les remboursements de crédit pour les personnes affectées directement ou indirectement par le Coronavirus,** notamment pour les crédits garantis par un trust ou une hypothèque (2 mois de report), ainsi que pour les aides aux micros, petites et moyennes entreprises (3 mois).
- ❖ **La Banque centrale du Guatemala a de nouveau abaissé son taux d'intérêt directeur de 0,25 point de pourcentage le 25 mars dernier, à 2%.** Pour mémoire, elle avait déjà abaissé son taux directeur d'1/2 point le 19 mars dernier.

Honduras

- ❖ **La Banque centrale du Honduras revoit à la baisse ses prévisions de croissance économique (d'environ 2,9 % à moins de 1 %) en raison du COVID-19.** Elle conseille par ailleurs au gouvernement d'ajuster son plan de développement du réseau routier ainsi que de mettre en places des politiques en faveur de la construction de logements sociaux pour limiter les effets de la pandémie sur la croissance.

- ❖ **Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé le versement de 143 M USD au Honduras, dans le cadre des accords de facilité de crédit approuvés en juillet 2019, pour lutter contre la pandémie de coronavirus.**
- ❖ **Le gouvernement et le Conseil National Superviseur de Coopératives (Consucoop) ont annoncé la suspension du remboursement des prêts octroyés sur fonds propres pendant 3 mois pour les coopératives ayant été affectées par le Covid-19.**
- ❖ **D'après la Banque Centrale du Honduras (BCH), le déficit commercial en 2019 s'est élevé à environ 5,9 Mds USD, soit une réduction de 338 M USD par rapport à 2018.** Les exportations ont totalisé 4,16 Mds USD, soit 2,7% de moins qu'en 2018 en raison de la baisse des cours des matières premières, en particulier du café, des bananes et du zinc. Le secteur industriel a représenté, en 2019, 52,2% des exportations (soit 2,170 Mds USD). Les importations ont quant à elles atteint 10,06 Mds USD, soit une baisse de 4,3% par rapport à 2018.

Nicaragua

- ❖ **D'après la Fondation Nicaraguayenne pour le Développement Economique et Social (Funides), 2,1 millions de nicaraguayens vont tomber sous le seuil de pauvreté en 2020, soit 32% de la population, à la suite de la crise politique et sociale affectant le pays depuis avril 2018.**
- ❖ **Le gouvernement prévoit de demander un soutien financier de 200 M USD auprès du FMI pour faire face à la crise sanitaire et économique liée au Coronavirus.** Le Nicaragua, tout comme le Salvador, tente en effet d'obtenir une partie des 50 Mds USD débloqués par le FMI pour les pays les plus défavorisés afin de faire face à l'urgence sanitaire mondiale. De nombreuses critiques ont toutefois été émises sur l'absence de toute mesure concrète prise par le gouvernement Ortega pour limiter la propagation du virus ou contenir les effets sanitaires et économiques.
- ❖ **La Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE) suspend un financement de 7,6 M EUR à la Police Nationale du Nicaragua, en raison d'une polémique liée à la crise sociopolitique dans le pays.** Cette décision fait suite aux récentes sanctions prononcées par les États-Unis à l'égard de la police nationale, critiquée pour sa répression contre la population.

Panama

- ❖ **Selon un rapport de Bank of America, le Panama pourrait être le pays de la région Amérique centrale et Caraïbes, le plus impacté économiquement par la crise du COVID-19, avec une croissance de 2,5% (-0,5 pt%).** L'entité s'attend à une reprise de l'activité économique en 2021, mais estime également que la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales est le plus grand risque pour le Panama.
- ❖ **Le gouvernement panaméen pourrait avoir recours à 1 Md USD du fonds souverain pour faire face à la crise économique et sanitaire du pays,** touché par la pandémie du coronavirus.
- ❖ **Le Panama va recevoir un financement de 1 M USD de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) pour financer des activités liées à la prévention de la crise sanitaire actuelle due au coronavirus.** Ce versement fait partie d'un accord de coopération financière non remboursable entre les deux parties. Le document indique que le gouvernement devra soumettre un rapport détaillé quant à l'utilisation des ressources et les résultats obtenus, au plus tard six mois après le décaissement du financement.
- ❖ **La loi créant le système d'enregistrement privé et unique des bénéficiaires finaux des personnes morales a été ratifiée le 17 mars dernier.** Cette loi s'inscrit dans l'objectif fixé du gouvernement de sortie des différentes listes en termes de blanchiment d'argent.

- ❖ **Le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) a émis 2,5 Mds USD de bons du Trésor**, à un taux d'intérêt de 4,5% et d'une durée de 36 ans. Ces fonds seront mis à profit pour soutenir le budget général de l'État en 2020. Le gouvernement a également procédé à la restructuration du budget général de l'État 2020 à hauteur de 2 Mds USD, afin d'atténuer l'impact économique du COVID-19.

Salvador

- ❖ **Les autorités salvadoriennes ont décrété la quarantaine à domicile pour 30 jours à partir du 21 mars afin de prévenir la propagation du Coronavirus.**
- ❖ **Le président N. Bukele a annoncé la mise en place d'un plan de renforcement de l'économie pour anticiper les conséquences négatives du COVID-19.** Celui-ci sera prochainement présenté à l'Assemblée Législative. Il vise notamment à limiter la chute de l'activité économique en impulsant des projets et investissements auprès des municipalités, ainsi qu'en identifiant de nouveaux projets pour l'Administration Nationale d'Aqueducs et Egouts (ANDA), le Fonds de Conservation Routier (Fovial) et le Fonds d'Investissement Social pour le Développement Economique et Social (FISDL).
- ❖ **Le Salvador a sollicité un prêt d'urgence d'un montant 400 M USD au FMI pour faire face au Coronavirus.** En cas d'approbation, le pays serait le premier à obtenir une partie des 50 Mds USD mis à disposition par le FMI pour les pays les plus défavorisés pour limiter la propagation du virus.

CARAÏBES

Cuba

2018 – PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

- ❖ **Les autorités cubaines ont pris tardivement la mesure de l'urgence de la situation en comparaison des autres pays de la zone.** L'île a ainsi continué à accueillir des touristes internationaux jusqu'au mardi 24 mars, date à laquelle elle s'est décidée à interdire l'entrée sur son territoire pour les non-résidents et la sortie de ses propres ressortissants. Les frontières seront définitivement fermées à partir du 3 avril. **En parallèle, les cours ont été suspendus jusqu'au 20 avril ainsi que les transports interprovinciaux (bus, train et avion).**
- ❖ **Sans pour l'instant imposer de confinement, les autorités ont, à plusieurs reprises, exhortées la population d'éviter au maximum les déplacements non-nécessaires et de pratiquer la distanciation sociale.** Alors que les rues se vident et que le port du masque s'est généralisé, les Cubains semblent conscients de la situation. Un groupe de travail, dirigé par le Ministre de l'économie et de la planification, a été créé pour identifier et mettre en oeuvre les mesures économiques d'urgence qui passent notamment par une augmentation souhaitée des productions alimentaires locales.

Haïti

- ❖ **Le président de la République J. Moïse a annoncé un paquet de mesures de soutien le 27 mars dernier dans le cadre de la pandémie de COVID-19 orientées notamment vers les Haïtiens les plus vulnérables.** Un calcul estime le coût de ce plan à 130 M USD (12,6 Mds HTG) par mois. Ces fonds devront être financés par dons/prêts de la communauté internationale et/ou par financement monétaire.
- ❖ **Le Ministère de l'Économie et des Finances a annoncé que l'économie reculerait de 2,9 % en 2020 dans le cas où l'évidement de COVID-19 se limitait à 3 mois.** Cela équivaut à une baisse de 30 % de l'activité sur la période de crise. Ces prévisions ont été annoncées par le nouveau Ministre M.P. Boisvert le 29 mars dernier dans une interview. Pour mémoire, l'économie avait reculé de 1,2 % en 2019 : en cas de nouvelle décroissance en 2020, Haïti enregistrerait deux années de décroissance du PIB pour la première fois depuis la fin de l'embargo (1991-1994).

Jamaïque

- ❖ **Le gouvernement a mis en place un plan de soutien de 180 M USD, dans le cadre de l'épidémie de COVID-19** (25 Mds JMD). Cela passe notamment via une baisse de la TVA de 1,5 pt% (à 15%). Le Ministère du Travail a, par ailleurs, annoncé qu'il fournira un appui aux familles placées en quarantaine. Enfin, le ministère du Tourisme a promis un soutien aux entreprises et salariés qui seront affectés dans ce secteur important pour l'économie jamaïcaine. **Enfin, la Banque centrale a promis la fourniture de liquidités adaptées sur les marchés pour assurer la demande. Il a assuré que les réserves internationales étaient suffisantes.**
- ❖ **La Banque mondiale a approuvé un prêt de 70 M USD au gouvernement jamaïcain visant à soutenir les efforts des autorités quant aux réformes visant à consolider les avancées issues du programme FMI** ayant pris fin en novembre dernier. Le programme vise notamment à appuyer les réformes d'assainissement de la situation fiscale du pays. Le prêt est conçu autour de trois piliers interdépendants qui sont : le renforcement de la viabilité et l'inclusion fiscale; renforcer la résilience fiscale et financière contre les risques climatiques et de catastrophes naturelles; et l'amélioration du climat d'investissement pour une croissance durable.
- ❖ **Le Ministère des Finances a annoncé que le secteur informel aura accès aux dons financiers du gouvernement dans la cadre de la pandémie de COVID-19.** Le montant de l'appui financier n'a toutefois pas encore été annoncé. Les entreprises concernées sont notamment les bars, coiffeurs, taxis, barbiers et vendeurs sur les marchés. Par ailleurs, le Ministère de l'Industrie, du Commerce et l'Agriculture et de la Pêche devrait fournir 1,5 M USD (200 M JMD) aux petites exploitations agricoles.
- ❖ **La Banque centrale jamaïcaine a annoncé, le 27 mars dernier, une stratégie monétaire agressive dans le cadre de la pandémie de COVID-19.** Celle-ci vise à assurer une liquidité suffisante en USD des acteurs financiers jamaïcains. La stratégie permettrait l'apport de 420 M USD de liquidités. **La Banque centrale estime par ailleurs que l'inflation terminera l'année fiscale (fin mars prochain) autours de 4 % g.a.**

République dominicaine

- ❖ **Pour faire face à la crise sanitaire liée au COVID-19 le président de la République dominicaine a ordonné la fermeture des frontières terrestres, maritimes et aériennes pendant 15 jours.** En outre, les écoles et les universités fermées jusqu'au 13 avril. Par ailleurs, le Président a pris des mesures fiscales pour alléger le poids des charges pesant sur les entreprises et a présenté au Parlement un projet de loi d'urgence.
- ❖ **Du côté économique, le Président a annoncé plusieurs mesures visant à soutenir l'activité :** (i) gel de l'imposition pour les entreprises hôtelières et des transports aériens ; (ii) flexibilité pour les entreprises face à l'impôt et des autres sommes dues par les entreprises à l'État (paiement en 4 fois). **Par ailleurs, la Banque centrale a annoncé la mise en place de mesure pour assurer la liquidité des entreprises et la stabilité de l'économie :** (i) baisse de 1 pt% du taux d'intérêt directeur, désormais placé à 3.5 % g.a. ; (ii) déblocage de 960 M USD (52 Mds DOP) de liquidité des banques (sous la forme d'une baisse du niveau de dépôts obligatoires sous conditions – ces liquidités devant être canalisées principalement vers les PME ; injection de 500 M USD (en USD) dans le marché ; (iii) flexibilisation de la régulation bancaire afin de limiter l'impact négatif des créances douteuses sur le bilan des banques et assurer la liquidité du marché.
- ❖ **La direction des impôts domestiques a annoncé que les sommes dues en avril, mai et juin 2020 au titre de l'impôt sur les revenus et les sociétés se verront accordés des extensions de paiement,** dans le cadre des mesures de soutien à l'économie prises contre l'épidémie de COVID-19. La quasi-totalité des entreprises dominicaines (99 %) bénéficierait de la mesure, et notamment les PME dominicaines qui sont les plus vulnérables à la pandémie.

CUBA

L'exportation de services médicaux : la principale rentrée de devises de Cuba en péril ?

Cuba est reconnu mondialement pour la qualité de son personnel et de ses services médicaux. Initialement mis en place pour promouvoir la solidarité dans les pays en développement, l'envoi de personnel médical à l'étranger est passé de la gratuité au premier poste d'exportation de biens et services dans le pays. Représentant 6,4 Mds USD en 2018, il joue un rôle crucial dans l'équilibre de la balance des paiements courants, mais pour combien de temps encore ?

1. Un apport crucial pour le financement de la dette et des importations cubaines dans un contexte de crise de liquidité

Avec près de 30 000 professionnels de santé hors de ses frontières (répartis dans 60 pays environ), principalement au sein des pays « alliés », les services médicaux auraient rapporté 6,4 Mds USD en 2018, ce qui représente près de la moitié (47%) de toutes les exportations du pays et en fait la première source d'entrées de devises. Ils se classent loin devant les transferts de la diaspora cubaine (remesas, 3,7 Mds USD en 2018 selon the Havana Consulting Group) et les recettes touristiques (3 Mds USD en 2018) et jouent ainsi un rôle capital dans l'équilibre de la balance courante.

Elles apparaissent particulièrement essentielles à l'aune du projet d'unification monétaire, des engagements financiers internationaux de l'île (notamment envers les créanciers du Club de Paris) **et de la crise de liquidité** qui frappe le pays depuis 2016, aggravée par le durcissement de l'embargo américain et le ralentissement de l'économie vénézuélienne.

<i>Nombre de professionnels de la santé en mission à l'étranger (estimation du service économique)</i>	Près de 30 000
<i>Exportations de services de santé 2018 (ONEI)</i>	6,4 Mds USD
<i>Part des exportations de services de santé dans les exportations cubaines (ONEI)</i>	47%

2. Une activité en perte de vitesse

2018 et 2019 auront été des années noires pour les exportations de services de santé avec notamment la suspension du programme « Mais Medicos » au Brésil (près de 8 500 coopérants) et la fin récente de la collaboration avec la Bolivie (700) et l'Equateur (400).

Contre 55 000 en 2016, un peu moins de 30 000 coopérants de la santé seraient encore actifs en dehors de leurs frontières, soit une chute de 45% en 3 ans. Le nombre de professionnels se réduisant, les revenus se contractent passant de 8,2 à 6,4 Mds USD entre 2014 et 2018 soit -22% en quatre ans et ce avant même la suspension des accords bilatéraux avec le Brésil (qui devrait engendrer un manque à gagner de près de 330 MUSD), l'Equateur ou encore la Bolivie. En 2019, la principale source de devises de l'île s'est, de facto, encore plus érodée.

Cette activité dépend particulièrement des orientations politiques des partenaires de l'île. Ainsi, l'arrivée au pouvoir de gouvernements ne partageant pas de base idéologique commune avec Cuba se traduit souvent mécaniquement par la suspension de cette « coopération ». Après les élections de Jair Bolsonaro au Brésil et de Lenin Moreno en Equateur ainsi que la démission d'Evo Morales en Bolivie, la menace de la fin de l'ère Maduro fait dangereusement planer une épée de Damoclès sur les exportations de services médicaux cubains : le Venezuela, principal partenaire économique de l'île, accueille encore

près de 21 000 coopérants de la santé cubains (soit plus de 2/3 des effectifs) contre un montant de 3,5 Mds USD selon les estimations de l'économiste Pavel Vidal

3. Une nécessaire diversification déjà engagées par les autorités cubaines

Les autorités cubaines ont pleinement conscience de l'apport de ces services médicaux tout comme de la fragilité de la situation. De fortes incertitudes pèsent de façon générale sur le renouvellement à moyen terme des contrats de coopérants envoyés en mission à l'étranger, et le maintien de leur rémunération, notamment au Venezuela.

C'est dans ce contexte incertain, accentué par la fin du programme au Brésil, en Equateur et en Bolivie et les déclarations du Département du Trésor américain visant à décrédibiliser ce programme, **que les autorités cherchent depuis quelques années à diversifier les débouchés à l'étranger** pour leur personnel soignant et pérenniser ainsi cette source de devises stratégique pour l'Etat. Cuba se tourne ainsi vers l'Afrique et le Moyen-Orient (contrats signés au Qatar, en Arabie Saoudite, au Lesotho, en Afrique du Sud, au Kenya ou encore en Algérie) mais aussi la France. Les autorités cubaines sont particulièrement intéressées par la possibilité, ouverte par la loi sur l'organisation du système de santé promulguée en juillet 2019, d'envoyer des professionnels de la santé dans certains territoires ultramarins (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Saint-Pierre et Miquelon).

L'envoi de brigades médicales pour aider à combattre la pandémie du coronavirus et leur médiatisation pourraient redynamiser ces exportations.

Rémi MANTET-GAY –

remi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr

Michel OLDENBURG –

Michel.OLDENBURG@dgtresor.gouv.fr

La Havane, le 13 janvier 2020

MEXIQUE

Dépréciation de 37 % du Peso mexicain en raison du COVID-19 : Éléments d'explication et d'analyse

Le Peso mexicain est la devise émergente la plus fortement affectée par la crise provoquée par la pandémie de COVID-19. Cette dépréciation semble déliée des fondamentaux économiques du pays et illustre un mouvement des marchés financiers qui se désengagent des économies émergentes (*fly to quality*). La Banque centrale mexicaine a su limiter la forte volatilité de sa devise, via la mise en place d'outils adaptés. A moyen terme, le Peso pourrait s'apprécier à nouveau sans toutefois revenir à son niveau d'avant la crise.

1. Le peso mexicain enregistre la plus lourde dépréciation des grands émergents en lien avec la crise du COVID-19.

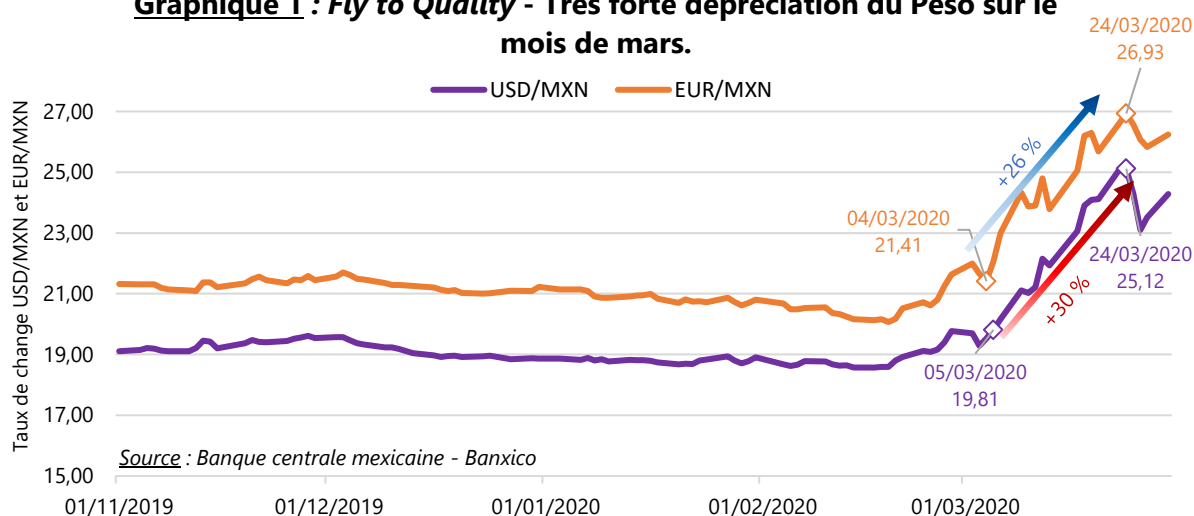
Le Peso mexicain est pour l'instant l'indicateur macrofinancier le plus visible de la dégradation rapide de la situation économique du pays. Ainsi, la devise mexicaine s'est dépréciée de 22,7 % depuis le 2 mars dernier. Il s'agit de la plus forte perte de valeur des devises des grands pays émergents. Par ailleurs, au pire de la dépréciation - le 23 mars dernier le Peso mexicain avait perdu 36,7 % de sa valeur.

Devise	Code	Niveau au 29/3/20	Niveau au 2/3/20	Variation
Peso mexicain	MXN	23,8 USD/MXN	19,4 MXN/USD	+22,7 %
Real brésilien	BRL	5,10 USD/BRL	4,48 BRL/USD	+13,8 %
Peso colombien	COP	3,973 M USD/COP	3,651 M USD/COP	+14,8 %
Peso chilien	CLP	834,87 USD/CLP	812,66 USD/CLP	+2,7 %
Roupie indienne	INR	74,85 USD/INR	72,75 USD/INR	+2,9 %
Rand sud-africain	ZAR	17,94 USD/ZAR	15,41 USD/ZAR	+16,1 %
Lire turque	TRY	6,57 USD/TRY	6,18 USD/TRY	+6,3 %
Rouble russe	RUB	79,41 USD/RUB	66,29 USD/RUB	+19,8 %

Si le Peso avait globalement bien résisté à la crise financière de 2008, la crise actuelle se caractérise par la montée des incertitudes perçues par les marchés financiers. Les fondements économiques du Mexique (outil productif à bas coût, intégration dans les chaînes de valeur mondiale, accès aux marchés nord-américains, stabilité de la monnaie...) restent considérés comme sains. Pour preuve, le Peso est la deuxième devise émergente en termes d'échange selon la Banque de Résolution Internationale (BRI) et la première devise latino-américaine. Elle souffre ainsi de son importance sur les marchés internationaux et subit un mouvement de retrait d'autant plus important.

Le mouvement de désengagement des marchés financiers des émergents – ou *fly to quality* – intègre communément une sur-réaction des marchés. Ainsi, le Peso devrait à terme s'apprécier par rapport au niveau actuel.

Graphique 1 : Fly to Quality - Très forte dépréciation du Peso sur le mois de mars.



2. La Banque centrale mexicaine – Banxico – protège activement sa devise de la forte volatilité et limite la spéculation

Les premières mesures économiques prises par les autorités mexicaines se sont principalement orientées vers la défense du Peso mexicain : i) Banxico a injecté 4 Mds USD depuis le début de la crise, suite au passage du seuil des 24 USD/MXN. Le montant maximal de couverture cambiaire avait été augmenté le 9 mars dernier, de 20 Mds USD à 30 Mds USD ; ii) Une première opération de *swap* (ou échange) de Dollars étatsuniens contre des Peso mexicains – permise par l'accord entre Banxico et la *Federal Reserve Bank* (Fed) étatsunienne le 20 mars dernier¹ – permettra aux banques mexicaines d'avoir accès à 5 Mds USD à compter du 1^{er} avril. iii) Banxico a abaissé son taux directeur de 50 points de base, à 6,5 % le 20 mars dernier. La Banque centrale est toutefois contrainte de maintenir une certaine marge entre son taux directeur et celui de la Fed afin de prévenir une augmentation une plus forte sortie de capitaux. La Banque centrale dispose par ailleurs de marges de manœuvres importantes pour défendre sa devise : Ses réserves atteignent ainsi 185,5 Mds USD fin juin dernier, soit 4,5 mois d'importations de biens et services.

3. À moyen terme, la crise économique actuelle affectera l'économie du Mexico ainsi que son taux de change d'équilibre.

Il est toutefois probable que le Peso pâtira durablement de l'impact de la crise du COVID-19 sur son économie. Le consensus des estimations de croissance pour 2020 s'élève ainsi à -4 %. En effet, la crise économique mondiale qui se matérialise par un effondrement de la demande mondiale et d'une désorganisation des chaînes de production devrait affecter les fondamentaux d'une économie orientée autour de ses exportations vers les États-Unis – 80 % des exportations du pays et seul relais de croissance en 2019 avec - dans une moindre mesure - la consommation interne (47 % du PIB). La consommation est également significativement appuyée par les transferts de fonds des migrants – *remesas* – presque exclusivement en provenance des États-Unis. Enfin, les finances publiques et PEMEX – l'entreprise publique de production d'hydrocarbures ; surendettée (106 Mds USD) – souffriront de la chute des prix de pétrole, ce qui réduira d'autant plus les marges des manœuvre budgétaires du gouvernement fédéral

¹ Avec 13 autres banques centrales. Le Mexique est, avec le Brésil, le seul pays dont la Banque centrale a été incluse dans ce swap. Banxico a, avec 5 autres banques centrales, accès à 60 Mds USD.

déjà limitées par une recette fiscale minime (17 % du PIB, faible vs. OCDE et pays latino-américains) et la première récession de l'année 2019.

Commentaires : Il est peu probable que la forte dépréciation à l'œuvre sur le Peso mexicain ait un impact à court terme sur les échanges commerciaux mexicains. Par ailleurs, l'impact de cette dépréciation sur l'inflation devrait également être limité, l'inflation pouvant résulter de la baisse des taux directeurs de la Banque centrale devrait être annulée par la chute de la demande domestique. L'impact à moyen terme issu de la dépréciation pourrait être double. Si une telle dépréciation pourrait peut-être permettre au Mexique d'être plus compétitif à l'export en cas de reprise de la demande, l'impact sur le service de la dette mexicaine et sur les grands projets à importante base de coût en devises devraient, lui, peser fortement sur les marges de manœuvre budgétaires du gouvernement mexicain, qui dépense déjà plus en service de la dette que ce qu'il n'investit en infrastructures et ce malgré le fait que seul 23 % de la dette mexicaine soit libellée en devises. Enfin, le niveau post-crise du Peso mexicain dépendra également des réponses que saura apporter les autorités mexicaines

Jacques ROBIN –

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr

Aurélien SALVINI –

Aurelien.salvini@dgtresor.gouv.fr

Mexico, le 1^{er} avril 2020

Panama

Le nouveau modèle d'adjudication des grands contrats publics d'infrastructures

Le Panama est le seul pays d'Amérique Centrale où la commande publique, s'agissant des grands contrats, est soutenue.

L'Etat panaméen est, depuis dix ans au moins, pourvoyeur de grands contrats publics, notamment pour les entreprises étrangères dans les domaines des infrastructures de transport (lignes 1, 2 et 3 du métro de Panama, agrandissement du canal interocéanique...) de l'hydraulique urbaine (assainissement et adduction d'eau de la capitale), des aménagements routiers ou aéroportuaires (agrandissement de l'aéroport de Tocumen), du transport d'électricité...

Le modèle de passation des grands marchés publics était, jusqu'à présent, des plus « classiques » : globalement, l'Etat client opérait par appels d'offres de type « clefs en main » soit sur fonds propres budgétaires, soit en faisant appel aux bailleurs multilatéraux.

Les entreprises françaises ont largement profité de cette commande publique.

Le groupement emmené par Alstom et Thalès a remporté les contrats des lignes 1 et 2 du métro ; Vinci a réalisé le troisième pont au-dessus du Canal ; Suez a remporté le contrat d'assainissement de la baie de Panama City ainsi que le développement du réseau d'eau de la ville de David...

Bon an mal an, un tiers de notre excédent commercial bilatéral (le solde commercial, excédentaire à notre profit, varie ces dernières années entre 400 et 500 M€) repose sur la réalisation par nos entreprises de grands contrats publics.

Le modèle d'adjudication des grands marchés publics est en train de changer.

Le gouvernement nouvellement élu au 1^{er} juillet 2019 a décidé d'opter pour un autre modèle, s'agissant de la mise en adjudication des grands marchés publics au Panama. Il a décidé de privilégier une approche de type « Partenariat Privé-Public » (financement, construction et mise en concession), au détriment des marchés clefs en main afin de mieux contrôler le déficit budgétaire et de réduire l'endettement de l'Etat (lesquels par ailleurs sont économiquement tout à fait soutenables).

Le projet de loi sur les PPP (loi 12 de 2019) a été le premier acte d'importance du nouvel exécutif panaméen : il a été présenté à l'Assemblée Nationale le 31 juillet 2019 et approuvé en troisième lecture par l'Assemblée Nationale le 11 septembre de la même année. Il a vocation, hors secteur financier et domaines touchant à l'hydraulique urbaine et au Canal notamment, de permettre le financement et la réalisation des principaux projets d'infrastructures panaméens. Le texte stipule notamment la création d'une entité régulatrice des PPP, le Secrétariat National des PPP, placée sous l'autorité directe du Président de la République et qui aura la charge d'impulser et de suivre les projets définis comme prioritaires par la Présidence.

Le SNPPP, qui bénéficie d'une forte assistance technique de la Banque Mondiale et de la Banque Interaméricaine de Développement, aurait dû être pleinement opérationnel au cours du mois d'avril. Toutefois, pour cause d'épidémie de Coronavirus, son entrée en force a été repoussée et est maintenant prévue pour l'été 2020.

Plusieurs contrats ont été d'ores et déjà définis comme susceptibles d'être attribués sur la base de ce modèle PPP.

La Présidence de la République a toutefois déjà défini un certain nombre de projets prioritaires, susceptibles d'être développés sur une base PPP. Il s'agit, pour l'instant, principalement de projets autoroutiers (peu d'intérêts à ce jour des génies-civilistes français), du projet de métro-câble de San Miguelito qui pourrait bénéficier d'un financement de la SFI (filiale de la Banque Mondiale) et qui d'ores et déjà est suivi de près par Poma et MND (entreprises françaises de réalisation de transport par câble)

et de la ligne 2A du métro de Panama (dont, de source Autorité du Métro, le processus d'adjudication devrait débuter en 2023).

Commentaires : Cette modification de la « grande » commande publique panaméenne ne devrait pas, à terme, être remise en question par l'épidémie de coronavirus qui, clairement, va impacter négativement le déficit budgétaire 2020 (mesures sociales et dépenses sanitaires) et l'endettement public (décision récente d'émission de bons du Trésor notamment pour financer le programme social et les mesures d'accompagnement des entreprises dans cette crise). Cependant, ce nouveau modèle pose un certain nombre de questions et notamment celle de la mise en place de financements privés à l'heure où le Panama est sur la liste grise du GAFI au moins jusqu'en fin 2021.

Pascal CARRERE –
Pascal.CARRERE@dgtresor.gouv.fr
Panama, le 25 mars 2020

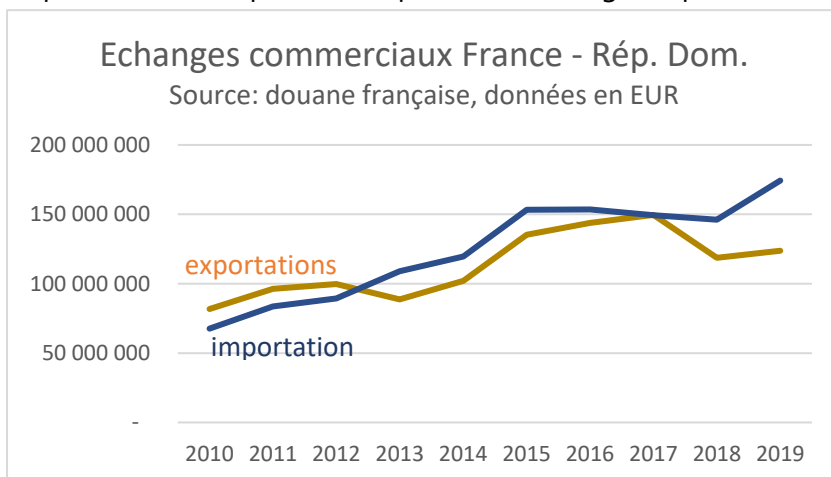
REPUBLIQUE DOMINICAINE

La forte progression des importations françaises depuis la République dominicaine creuse le déficit commercial

Les échanges commerciaux entre la France et la République dominicaine ont progressé de 13 % en 2019 pour atteindre le niveau des années 2015 à 2017, autour de 300 M €, après une année 2018 en deçà. Cette reprise est avant tout la conséquence d'une progression des importations de 19 %, contre 4 % pour les exportations, portant le déficit commercial à 50 M €.

1. La République dominicaine conforte sa place de premier partenaire commercial de la France dans les Caraïbes

Les échanges commerciaux entre la France et la République dominicaine atteignent **298 M € en 2019**, contre 265 M € en 2018 et 299 M € en 2017. L'année 2018 constituait donc un creux. Il faut cependant noter que cette reprise des échanges repose sur les importations vers la France, à 174 M €.



Malgré le creusement du déficit commercial à 50 M €, un niveau jamais atteint en dix ans, la République dominicaine est le seul pays de la région Caraïbes à avoir une relation équilibrée : la France affiche avec Cuba un excédent commercial de 142 M € pour 189 M € d'échanges quand les échanges avec Trinité et Tobago s'élèvent à 234 M € pour un déficit commercial de 171 M €.

La République dominicaine est le neuvième partenaire commercial de la France en Amérique latine. Dans la région Amérique centrale et Caraïbes, la République dominicaine est le quatrième partenaire commercial de la France derrière le Mexique, Panama et le Costa Rica. Le pays est le quatrième client et le quatrième fournisseur sur ce même périmètre.

Les échanges entre la République dominicaine et les collectivités françaises d'Amérique s'élèvent à 13,6 M €, en hausse de 2,2 % par rapport à 2018. Cela représente 4,6 % des échanges bilatéraux franco-dominicains.

2. Les exportations françaises progressent de 4 % en 2019

Les exportations françaises atteignent 124 M € en 2019, soit la quatrième performance sur cinq ans, après une année 2018 plus faible. **Les véhicules automobiles constituent le produit d'exportation qui progresse le plus en volume** (+ 2,1 M €), devant les parfums et produits pour la toilette (+ 2 M €) et les produits laitiers et fromages (+ 1,5 M €). Les principaux produits d'exportations restent inchangés : les instruments et fournitures à usage médical et dentaire, les préparations pharmaceutiques ainsi que les produits laitiers et fromages.

Par rubrique, les exportations françaises s'appuient sur les produits des industries agroalimentaires (26,2 M €, en progression annuelle de 14,6 %), notamment les produits laitiers et fromages, les vins de raisin et les aliments pour animaux de ferme (ces trois produits représentent les deux tiers de la rubrique).

Viennent ensuite les équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique, à 23,2 M €, en progression annuelle de 6,9 %. Les machines pour le travail du caoutchouc ou des matières plastiques, le matériel d'installation électrique ainsi que le matériel de levage et manutention comptent seulement pour un peu plus d'un tiers de la rubrique.

Au sein des autres produits industriels, les produits manufacturés divers s'appuient sur les instruments et fournitures à usage médical et dentaire (13,9 M € sur 15,6 M €) ; les produits chimiques, parfums et cosmétiques s'élèvent à 13,9 M €, en baisse de 4,6 % ; les produits métallurgiques et métalliques affichent un recul de 10,9 % à 10 M €, en raison **des produits sidérurgiques de base et ferroalliage, le poste qui subit la plus forte baisse en volume** (- 1,37 M €).

3. Portées par les fruits tropicaux, les importations progressent de 19 %

Les importations françaises s'élèvent à 174 M € en 2019, un record, soit 2,6 fois le niveau atteint en 2010. **Les plus fortes progressions en volume reviennent aux fruits tropicaux et subtropicaux (+ 13,7 M €), aux plantes à boisson (+ 10,7 M €)** et dans une moindre mesure aux chaussures (+ 3,8 M €) et aux instruments et fournitures à usage médical et dentaire (+ 3 M €). Ces produits sont dans le même ordre les quatre premiers produits d'importation en France.

Les importations de produits dominicains en France sont constituées à 62 % de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture (108,6 M €, en progression annuelle de 27,5 %). Il s'agit principalement des fruits tropicaux, principalement la banane issue de l'agriculture biologique, à 77,2 M €, des plantes à boisson, à 25, 4 M €, et des légumes et melons, racines et tubercules, à 5,3 M €. La deuxième rubrique significative concerne les produits manufacturés divers (38,8 M €, en progression annuelle de 10 %). Il s'agit pour 35 M € des instruments et fournitures à usage médical et dentaire.

Les plus fortes baisses en volume concernent les autres métaux non ferreux (- 3,2 M € pour arriver à 0), le cacao, chocolat et produits de confiserie (- 1,9 M €) ainsi que les légumes et melons, racines et tubercules (- 0,9 M €).

Commentaires : Malgré la reprise des exportations tirée par les véhicules automobiles, le déficit se creuse pour atteindre 50 M €. Cela s'explique par la progression de l'importation des fruits tropicaux en France.

Jean-Baptiste DABEZIES –
Jean-Baptiste.DABEZIES@dgtresor.gouv.fr
Saint-Domingue, le 26 mars 2020

FOCUS STATISTIQUE

MEXIQUE	AMÉRIQUE CENTRALE						CARAÏBES				
	Guatemala	Panama	Costa Rica	El Salvador	Honduras	Nicaragua	Rep. Dom.	Haïti	Jamaïque	Trinité et Tobago	
INDICATEURS INTERNES											
PIB Nominal (Mds USD)	1 220	79,0	65,2	59,0	26,0	23,8	13,8	80,9	9,5	15,4	22,3
PIB / habitant (USD)	9 807	4 575	15 679	11 744	3 923	2 521	2 108	7 880	857	5 392	16 223
Croissance du PIB...											
...2018 (e)	2,0 %	3,1 %	3,9 %	2,7 %	2,5 %	3,7 %	-4,0 %	7,0 %	1,5 %	1,4 %	0,3 %
...2019 (p)	1,6 %	3,5 %	6,0 %	2,9 %	2,5 %	3,4 %	-5,0 %	5,1 %	1,5 %	1,7 %	0 %
Inflation moyenne (2018)	4,8 %	2,3 %	0,2 %	2,0 %	0,4 %	4,2 %	3,9 %	1,2 %	14,6 %	2,4 %	1,0 %
Taux de chômage moyen	3,3 %	-	6,4 %	10,2 %	6,7 %	5,6 %	15,2 %	5,2 %	-	11,6 %	4,9 %
Solde Budgétaire (2017) (Total; Primaire)	-2,3 % ; 1,8 %	-1,7 % ; -0,3 %	-2,0 % ; -0,3 %	-6,0 % ; -2,4 %	-2,5 % ; 0,9 %	0,3 % ; 1,0 %	-4,3 % ; -3,1 %	-3,0 % ; 0,4 %	-2,3 % ; -2,0 %	0,2 % ; 7,0 %	-5,5 % ; -3,0 %
Dette Publique (% du PIB)	54,1 %	24,5 %	39,4 %	53,5 %	67,1 %	40,3 %	37,2 %	41,6 %	33,0 %	99,4 %	45,3 %
INDICATEURS EXTERNES											
Exportations FR (MEUR)											
...2018	3 275	58	457	57	208	18	9	119	51	29	29
...2017	3 384	54	332	60	23	22	10	150	52	49	32
...2016	3 702	56	288	60	25	16	10	144	44	22	30
Solde bilatéral pour la France											
...2018	956 M€	11 M€	439 M€	-160 M€	197 M€	-93 M€	-40 M€	-24 M€	28 M€	-29 M€	-181 M€

Notes : * Les données sont issues de la base de données du rapport *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2019 du Fonds Monétaire International et de données issues des douanes françaises traitées par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères.

* Les données concernant le Gouvernement (dette et situation budgétaire) concernent le Gouvernement central, à l'exclusion des entreprises publiques.

* Pour le Mexique, les chiffres pour la dette (54,1 %) et le solde budgétaire primaire (1,8 %) indiqués sont ceux retenus par le FMI afin de conserver l'homogénéité et la comparabilité avec les autres économies présentées. L'estimation diffère du calcul du Ministère des Finances mexicain (44,8 % pour la dette publique et 0,6% pour le solde budgétaire primaire).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Mexico

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Publication du Service Economique Régional de Mexico

Ambassade de France au Mexique

Campos Eliseos 339, Col. Polanco

11560 MEXICO D.F.

Auteur : SER de Mexico

Avec le concours des Services économiques de Guatemala, de Panama, de Saint-Domingue et de Cuba

© DG Trésor

